



« Serons-nous prêts pour le rendez-vous électoral prévu en juin prochain ? Au rythme où vont les choses, j'en doute fortement ». Ce cacique de l'Union socialiste des forces populaires ne cache pas ses inquiétudes. Les réunions techniques relatives aux lois électorales communales et régionales ont bien commencé. Les représentants des partis de l'opposition et de la majorité ont tenu réunion la semaine passée avec notamment le secrétaire général du ministère de l'Intérieur et le wali directeur général des collectivités locales qui coiffent la commission technique en charge de la préparation des projets de loi portant sur les scrutins communal et régional. « Des réunions purement techniques où ne sont pas tranchées les questions d'ordre politique qui seront débattues à un niveau supérieur. C'est la première fois qu'une telle approche est adoptée. Opposition et majorité tiennent ces séances de travail chacune de son côté avec la commission de l'intérieur. Ce n'est pas une mauvaise chose. Mais pour l'heure nous n'avons pas encore beaucoup avancé », témoigne cet Istiqlalien blanchi sous le harnais.

Pour ce membre du Bureau politique de l'USFP, un long parcours attend ces projets de loi avant leur adoption. Il ne reste plus beaucoup de temps, explique-t-il. « Et comme d'habitude et à la dernière minute le gouvernement va donner un coup d'accélérateur à un moteur froid. Ce qui, en mécanique, ne donne pas toujours de bons résultats ! ».

Au Parti authenticité et modernité, c'est le même constat de statu quo qui est dressé. La commission en charge de défricher le volet technique du projet de Charte communale n'est pas prête de rendre sa copie. Les choses se compliquent davantage lorsque l'on sait que les divergences sont d'abord politiques.

« A l'USFP par exemple, nous en appelons à l'élection au scrutin direct du président de la région. Nous revendiquons également que le contrôle se fasse a posteriori. Nous avons également des propositions très précises en ce qui concerne les sources de financement de la région. Quant au niveau d'instruction des présidents de communes, nous proposons que le président de commune rurale soit titulaire du brevet et que celui de commune urbaine ait obtenu son baccalauréat. Ce ne sont là que quelques-unes de nos demandes et qui montrent notre profonde divergence avec les partis de la majorité qui par exemple veulent supprimer la condition liée au niveau d'instruction pour les présidents de communes », explique cette socialiste avant de pointer la lenteur des discussions et échanges en la matière entre gouvernement et opposition.

Pour l'heure, c'est la trêve des confiseurs. Les réunions avec la commission technique que composent les représentants des partis et ceux du département de l'intérieur ne reprendront que début janvier 2015.

Dans le camp de la majorité, on veut s'y préparer en évitant d'afficher au grand les dissonances pré-électorales. Abdelilah Benkirane a réuni jeudi dernier les leaders de sa majorité pour débattre des projets de lois relatifs aux prochaines élections. Les quatre partis formant la coalition gouvernementale –PJD, PPS, MP et RNI- veulent accorder leurs violons et parler

Menaces sur l'agenda électoral - Casablanca

Écrit par Administrator

Mardi, 30 Décembre 2014 09:35 -

d'une même voix au sein de la commission technique du ministère de l'Intérieur.

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)